

**BUREAU VERITAS CONSTRUCTION**  
TECHNOPOLE ESTER - CS 96820  
21 rue Columbia  
87068 LIMOGES Cedex 3

Tél : +337 79 70 94 75  
Mél : lionel.tixier@bureauveritas.com

N° affaire : 18043336\_1-8WNG5QO

**Mission** : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

**Opération :**  
*Opération* : 87\_LIMOGES\_MAIISON AUTISME  
22 AVENUE MIRABEAU  
87000 LIMOGES

**Destinataire :**  
CHU DE LIMOGES  
M. Vivien QUERIAUD  
2 AVENUE MARTIN LUTHER KING  
87042 LIMOGES CEDEX 1


## Plan Général de Coordination

# P.G.C.

**Opération de catégorie : 2**



### Présence d'Amiante - Présence de Plomb

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
24/01/2025	Rev0	Phase 1 - Désamiantage - Démolitions - Curage Création du document	Lionel TIXIER 

## SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>6</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	6
1.1.4. Démarche environnementale .....	6
1.1.5. Prévision du nombre de lots .....	7
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	7
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>7</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>8</b>
<b>2.1. Principe des séquences d'interventions .....</b>	<b>8</b>
<b>2.2. Inspections Communes .....</b>	<b>8</b>
<b>2.3. PPSPS .....</b>	<b>8</b>
2.3.1. Pénalités .....	9
<b>2.4. Sous-traitance .....</b>	<b>9</b>
2.4.1. Déclaration des sous-traitants .....	9
2.4.2. Transmission du PGC .....	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant .....	9
<b>2.5. Intérimaires .....</b>	<b>9</b>
<b>2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>10</b>
<b>2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1 .....</b>	<b>10</b>
<b>2.8. Protections individuelles .....</b>	<b>10</b>
<b>2.9. Modalité d'accueil des salariés .....</b>	<b>10</b>
<b>2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>11</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>12</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>12</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>13</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	13
3.2.2. Accès .....	13
3.2.3. Circulations .....	13
3.2.4. Signalisation .....	13
3.2.5. Stationnements .....	14
3.2.6. Stockage .....	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	14
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	15
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>15</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	15
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	16
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>16</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>18</b>
<b>4.1. Définition des séquences d'interventions .....</b>	<b>18</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>19</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>21</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	21
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	21
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	22
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	22
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>22</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	22
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	22
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>22</b>

4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	22
4.5.2. Travaux superposés .....	23
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	23
4.5.4. Protection contre le bruit .....	23
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	23
4.5.6. Travaux en hauteur .....	23
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	24
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	24
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>24</b>
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur .....	24
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier .....	25
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels .....	25
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	25
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>25</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>26</b>
<b>5.1. Stockages sur le chantier .....</b>	<b>26</b>
<b>5.2. Nettoyage .....</b>	<b>26</b>
<b>5.3. Enlèvement des déchets .....</b>	<b>26</b>
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	26
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	27
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	27
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>28</b>
<b>6.1. Déclarations particulières .....</b>	<b>28</b>
<b>6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....</b>	<b>28</b>
<b>6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....</b>	<b>28</b>
<b>6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....</b>	<b>28</b>
<b>6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu .....</b>	<b>28</b>
<b>6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....</b>	<b>29</b>
<b>6.7. Cas particulier .....</b>	<b>29</b>
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>30</b>
<b>7.1. Téléphone de secours .....</b>	<b>30</b>
<b>7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....</b>	<b>30</b>
<b>7.3. Travail isolé .....</b>	<b>30</b>
<b>7.4. Procédure d'organisation des secours .....</b>	<b>30</b>
<b>7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....</b>	<b>31</b>
<b>7.6. Point de rencontre secours .....</b>	<b>31</b>
<b>7.7. Modèle de fiche de secours .....</b>	<b>32</b>
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>33</b>

## 0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents en phase AVP
- de la visite préalable sur site.
- des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage et le Maître d'Ouvre
- du Repérage Amiante avant démolition pour le Bât. C - Réf. N° : 60785-122960 A - établi par l'Apave en date du 30/01/2023
- du Repérage Amiante Avant Travaux pour le Bât. B - Réf. N° : 60785-122961 A - établi par l'Apave en date du 20/02/2023
- du Diagnostic Plomb Avant Démolition pour le Bât. C - Réf. N° : 60785-122960 P - établi par l'Apave en date du 30/01/2023
- du Repérage Plomb Avant Travaux pour le Bât. B - Réf. N° : 60785-122961 P - établi par l'Apave en date du 21/02/2023.

# 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

## 1.1. Présentation du projet

### 1.1.1. Objet de l'opération

L'opération, objet du présent PGC, concerne la réalisation de travaux de désamiantage, démolitions, curages préalables à la restructuration des locaux DE LA MAISON DE L' AUTISME ET TROUBLES DU NEURO DEVELOPPEMENT

22, Avenue MIRABEAU - 87000 LIMOGES

Les travaux à réaliser par l'entreprise dans le cadre de son marché concernent :

#### - **Déconstruction** :

- L'installation de chantier nécessaire aux travaux,
- Le désamiantage des ouvrages amiantés,
- La protection des zones et ouvrages existants conservés,
- L'évacuation des éléments de mobilier présents dans les cellules,
- La démolition de maçonnerie et cloisons intérieures.
- La dépose des bloc-portes,
- La dépose de faux plafonds et soffites,
- La dépose des revêtements de sols de toutes natures,
- La consignation et la dépose des installations électriques,
- La consignation et la dépose d'installations et équipements techniques de CVC et plomberie.
- Les démolitions d'ouvrages structurants (voiles, planchers, poutres, poteaux), Bât.C.

#### - **Chauffage / Ventilation / Plomberie**

- Dépose d'équipements et de réseaux,
- Isolement des réseaux.

#### - **Electricité**

- Dépose d'installations électriques.

### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : A.O.,

Type de marchés : privés

### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 14 avril 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 10

Phasage des travaux: Planning travaux DESAMANTAGE - DEMOLITIONS -  
CURAGES : 3 mois

### 1.1.4. Démarche environnementale

#### Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt

envisagées sur le chantier,

- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

### 1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : 1 lot DESAMIANTEMENT - DEMOLITIONS - CURAGES + sous traitants éventuels.

### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : Niveau 2 : Chantier compris entre 500 et 10 000 hommes / jour, soit entre 4000 et 80 000 heures de travail.

## 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	CHU DE LIMOGES	2 AVENUE MARTIN LUTHER KING 87042 LIMOGES CEDEX 1	vivien.queriaud@chu- limoges.fr	M. Vivien QUERIAUD
Maîtrise d'œuvre mandataire	ASB ARCHITECTURE	35 Quai d'Anjou 75004 PARIS	axel@asb-a.com	M. Axel DEMAZIERES
Maîtrise d'œuvre d'exécution	BETEM CENTRE	Z.I. DU TEINCHURIER 15, AVENUE CYPRIEN FAURIE 19100 BRIVE LA GAILLARDE	c.cocard@betem.fr	M. COCARD
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS Construction, Région Nouvelle Aquitaine	Technopole Ester, CS 96820 21 Rue Columbia  87068 LIMOGES CEDEX 03	07 79 70 94 75 lionel.tixier@bureauveritas .com	M. Lionel TIXIER
Inspection du travail	DREETS	2 allée Saint Alexis 87032 LIMOGES	limou- ut87.uc1@direccte.gouv.fr	INSPECTEUR
CARSAT	CARSAT LIMOGES	37 avenue du Président René Coty 87048 LIMOGES	arp@carsat-centreouest.fr	Accueil
OPPBTP	OPPBTP - Agence Centre Ouest	4 rue Marcel Pagnol 87100 LIMOGES	nouvelleaquitaine@opbtp .fr	Accueil

Liste complète des entreprises en pièce jointe

## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

### 2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

**Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.



L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

### **2.3.1. Pénalités**

Voir pièces écrites du MOE.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

## **2.4. Sous-traitance**

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

### **2.4.1. Déclaration des sous-traitants**

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

### **2.4.2. Transmission du PGC**

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

### **2.4.3. Obligation du sous-traitant**

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

## **2.5. Intérimaires**

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## 2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## 2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

## 2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## 2.9. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

**Contrat d'intérim** si pas de DUE,

**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## **2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers**

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

#### du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

#### Contraintes d'environnement de site

##### Présence d'amiante dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

##### Présence de plomb dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

#### 3.1. Accès au site et réseaux provisoires

##### Alimentation et accès :

Avant l'intervention des entreprises, le périmètre d'emprise des travaux est :

- accessible aux véhicules et aux piétons par une voie dont les eaux de pluies sont drainées et évacuées,
- raccordé à un réseau d'évacuation conforme aux règlements sanitaires.

##### Pendant la période de préparation, le chantier sera :

- raccordé à un réseau de distribution d'eau potable permettant une alimentation suffisante aux besoins du chantier
- raccordé à un réseau de distribution électrique de puissance suffisante.

##### Accès à la zone de travaux :

L'accès au chantier se fera depuis l'entrée principale du site : 22 rue Mirabeau - 87000 LIMOGES. Respect du sens de circulation et limitation de vitesse.

##### Aménagement du chantier :

La zone de chantier sera aménagée de façon à permettre :

- l'accès aux installations de vie collective et aux locaux des entreprises,
- l'accès et le stationnement des véhicules,
- l'accès aux zones de travaux,
- le stockage et son accès,
- la circulation d'élévateurs de chantier ou de nacelles dans la zone de travaux,

##### Raccordements provisoires aux réseaux :

Le chantier sera raccordé aux réseaux extérieurs :

- Electricité
- Eau
- Réseaux d'évacuations

Les branchements suivants seront équipés d'un comptage :

- Electricité
- Eau.



## 3.2. Emprise de chantier

### 3.2.1. Clôture et portail

La clôture délimite l'ensemble des zones réservées au chantier.

- Clôture extérieure :

La clôture de la zone de travaux est réalisée par des panneaux grillagés de type "héras".

Ces ouvrages devront répondre aux normes en vigueur, notamment concernant leur stabilité.

La localisation de ces clôtures est portée sur le plan d'installation de chantier.

Fermeture du chantier :

L'ouverture et la fermeture du chantier sera assurée successivement par l'entreprise présente sur le site.

### 3.2.2. Accès

Contrôle de l'accès :

Le chantier est interdit à toute personne non autorisée.

La liste du personnel présent sur le chantier sera tenue à jour par les entreprises. Cette liste sera à disposition dans le bureau de chantier.

Les entreprises muniront leur personnel d'une marque distinctive – casque, vêtement de travail ou badge.

Les accès piétons / engins de chantier seront physiquement "différenciés".

### 3.2.3. Circulations

Circulation à l'intérieur du site :

Il n'y aura pas de circulation de véhicule dans l'enceinte du chantier. Seuls, les véhicules servant à l'approvisionnement et les véhicules-ateliers pourront pénétrer à l'intérieur de l'enceinte; l'accès se fera sous la conduite d'un responsable de manœuvre désigné par l'entreprise. Par défaut, celui-ci sera le chef de chantier.

Circulations dans la zone de chantier :

L'accès aux zones de travaux sera conservée pendant toute la durée de ceux-ci.

Les circulations resteront dégagées.

Les circulations piétonnes seront balisées en cas de nécessité;

Travaux de démolitions :

L'entreprise de DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES organisera ses travaux de façon à maintenir en permanence une zone de circulation piétonne en dehors de la zone d'évolution des engins. Cette zone de circulation sera balisée.

L'entreprise de DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES devra l'installation des balisages et éclairages réglementaires et la mise en place des panneaux obligatoires ; l'aménagement et l'entretien des circulations piétonnes.

- L'entreprise désamiantage - curage aura à sa charge, pendant toute la durée du chantier, le nettoyage de voiries, parking....

### 3.2.4. Signalisation

La signalisation routière temporaire, à l'extérieur et à l'intérieur du chantier, sera assurée par l'entreprise de DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES

- La surveillance du maintien, ainsi que l'entretien de cette signalisation sera assurée par cette entreprise jusqu'à l'achèvement des travaux de DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES.

- La circulation à l'intérieur du chantier n'est autorisée que sur les voies de desserte.

Signalisation à l'attention du public :

Des panneaux interdisant l'accès du chantier au public seront apposés sur la clôture par l'entreprise de désamiantage - curage ayant mis en place cette dernière.

Des cheminements piétons seront mis en place afin de les dévier de la zone des travaux en façade.

Signalisation à l'attention des entreprises :

Des panneaux autorisant l'accès du chantier sous réserve du port des EPI adaptés seront apposés sur la clôture par l'entreprise de désamiantage - curage ayant installée cette dernière.

Signalisation et fléchage sur rue :

La signalisation temporaire mise en place devra avoir reçu l'accord des services de police concernés.

Démolition du bâtiment C :

Prendre toutes les dispositions nécessaires et impératives afin d'assurer la sécurité des personnels et collégiens du collège Beaupeyrat.

Une signalisation et protection renforcées devront être mise en place afin d'assurer la sécurité des résidents, riverains.

### **3.2.5. Stationnements**

L'entreprise de DESAMIANTEGE - DEMOLITIONS - CURAGES indiquera sur son plan d'installation de chantier la zone parking dédiée au personnel de chantier.

Le stationnement sera fera " marche en arrière".

Stationnement des véhicules personnels :

Le stationnement sur le chantier des véhicules personnels est interdit.

### **3.2.6. Stockage**

Les zones de stockage et d'entreposage sont définies en fonction des besoins de l'entreprise de DESAMIANTEGE - DEMOLITIONS - CURAGES et imposées par le maître d'ouvrage et maître d'oeuvre.

Les aménagements nécessaires à la réalisation de ces aires sont à la charge de l'entreprise de DESAMIANTEGE - DEMOLITIONS - CURAGES

L'affectation et la délimitation des zones de stockage seront portées sur le plan d'installation de chantier.

Aucun stockage ou entreposage de matériels ou matériaux en dehors des zones définies ne sera toléré.

Zone de stockage général :

Une zone est aménagée pour le stockage de l'entreprise de DESAMIANTEGE - DEMOLITIONS - CURAGES

Substances dangereuses :

Les magasins contenant des produits dangereux seront pourvus de moyens de prévention adaptés aux risques.

Ces mesures seront décrites dans le PPSPS.

### **3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)**

Ceci comprend la fourniture des armoires et des réseaux de distribution de l'installation qui devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment les articles R.4215-3 à R.4215-17 du code du travail et de la Norme NFC 15100.

Réseaux provisoires :

- Eau potable, point de desserte principal.
- Points d'eau
- Assainissement
- Électricité
- Ensemble des réseaux et branchements à installer durant la période de préparation par l'entreprise de désamiantage - curage.

Équipement électrique :

Les installations électriques seront réalisées par du personnel dûment habilité et respecteront les normes en vigueur.

Les installations électriques seront soumises à vérification par un organisme agréé.

L'installation électrique du chantier comprendra, à partir du TGBT existant :

- Installations de coffrets comprennent un dispositif de protection différentiel 30mA. Ils comporteront 4 prises au minimum et leur nombre sera calculé de façon que la longueur des rallonges n'excède pas 25m.

Eclairage provisoire :

L'entreprise de DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES devra prévoir l'éclairage des circulations (couloirs, escaliers, caves, combles,...)

Nota : L'éclairage des postes de travail reste à la charge de chacune des entreprises.

Distribution d'eau :

Points d'eau pour travaux : judicieusement répartis par niveaux et en distance.

### 3.2.8. Cantonnements et entretien

L'entreprise titulaire aura à sa charge l'installation de chantier ainsi que les installations spécifiques aux travaux de DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES.

Ces locaux devront répondre à l'ensemble des normes en vigueur.

Nota : Le personnel intérimaire est considéré, du point de vue des installations, comme faisant partie de l'entreprise qui l'emploie.

Entretien de la base vie :

Le nettoyage des locaux communs - salle de réunion, sanitaires, vestiaires, réfectoire - sera quotidien.

L'entreprise chargée de mettre en oeuvre cet entretien indiquera dans son PPPSPS les modalités de nettoyage.

## 3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

La propreté du chantier est un élément important de SECURITE et de PRODUCTIVITE.

C'est pourquoi cette tâche, obligation de entreprise de DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES sera particulièrement contrôlée par le Coordonnateur SPS.

Pour être efficace, la tâche propreté doit être accompagnée par une autre tâche très importante qui est celle de l'évacuation des déchets, gravois, emballages.

Cette évacuation doit être journalière et réalisée par des moyens appropriés pour conserver à l'environnement l'état de propreté exigé (goulotte, sacs et seaux). Leur mise en dépôt à l'extérieur du bâtiment se fera en un endroit désigné d'un commun accord avec la maîtrise d'oeuvre et le Coordonnateur SPS.

L'entreprise DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES doit :

- Le nettoyage complet des surfaces
- Le nettoyage complet de tous ses abords, enlèvements périodiques des gravois stockés à l'extérieur,
- La mise à disposition de bennes à ordures et leurs renouvellements réguliers jusqu'à la réception des travaux.

L'évacuation des déchets spéciaux est à la charge de entreprise de DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES

En cas de défaillance d'une entreprise, après rappel, le maître d'ouvrage délégué fera appel à une entreprise de nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante si elle est connue et/ou à la charge du compte prorata.

### 3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

### 3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise de DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES soumettra à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier. Ce plan devra préciser :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.
- les locaux spécifiques aux travaux de désamiantage - curage

Les réseaux existants figurant sur les D.I.C.T. ainsi que les risques particuliers éventuels seront reportés sur le plan masse du maître d'oeuvre.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise de désamiantage - curage y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

### 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	Fin des travaux de désamiantage - curage
Accès	DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	Fin des travaux de désamiantage - curage
Circulations	DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	Fin des travaux de désamiantage - curage
Signalisation	DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	Fin des travaux de désamiantage - curage
Stationnement	DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	Fin des travaux de désamiantage - curage
Stockage	DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	Fin des travaux de désamiantage - curage



<b>Poste</b>	<b>Réalisé par ?</b>	<b>Géré par ?</b>	<b>Echéance de fin</b>
Réseaux provisoires de chantier	DESAMIA NTAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	DESAMIA NTAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	Fin des travaux de désamiantage - curage
Coffret électrique général	DESAMIA NTAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	DESAMIA NTAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	Fin des travaux de désamiantage - curage
Coffret divisionnaire et éclairage	DESAMIA NTAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	DESAMIA NTAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	Fin des travaux de désamiantage - curage
Cantonnement	DESAMIA NTAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	DESAMIA NTAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	Fin des travaux de désamiantage - curage
Infirmier ie de chantier			
Nettoyage hors cantonnement	DESAMIA NTAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	DESAMIA NTAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	Fin des travaux de désamiantage - curage
PIC	DESAMIA NTAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	DESAMIA NTAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	Fin des travaux de désamiantage - curage
Protections collectives	DESAMIA NTAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	DESAMIA NTAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	Fin des travaux de désamiantage - curage
Accès hauteur communs	DESAMIA NTAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	DESAMIA NTAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	Fin des travaux de désamiantage - curage
Déchets - Gravats	DESAMIA NTAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	DESAMIA NTAGE - DEMOLITIONS - CURAGES	Fin des travaux de désamiantage - curage

## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 TCE		Désamiantage - Curage	Collision, heurt Engins et matériels Inflammation, explosion Chute d'objets, éclats Contact électrique direct ou indirect Bruit, vibrations Chute et heurt avec charge en mouvement Déplacement de plain-pied Inhalation poussières Amiante	

## 4.2. Analyse de risques

### Séquence : 1 - TCE

#### Désamiantage - Curage

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Collision, heurt	Séparation des zones d'activité des engins de celles des ouvriers,	Respect du balisage
Engins et matériels	"Port du gilet rétro-réfléchissant et EPI tels que casque, chaussures de sécurité Balisser et neutraliser les zones d'évolution des engins et des zones de levage Tous les engins seront à jour des contrôles périodiques obligatoires et équipés de signal sonore de recul Nota: Les engins de terrassement utilisés pour du levage, même ponctuel auront satisfait aux contrôle périodique annuel «engins de terrassement » d'une part et au contrôle périodique semestriel « engins de levage » d'autres part."	Accès interdit à la zone de travail
Inflammation, explosion	Chaque entreprise réalisera au préalable de l'utilisation d'un point chaud (meulage, perçage, soudure, découpage, ...) un permis de feu auprès de l'encadrement de chantier.	Accès interdit à la zone de travail
Chute d'objets, éclats	Définition dans le PPSPS de la méthodologie de déconstruction. Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute. Mise en sécurité des zones en cours de démolition, mise en place de protection collectives provisoires ou interdiction d'accès. Stabiliser les éléments de construction devant être maintenus en place.	Respecter les balisages et zones clôturées
Contact électrique direct ou indirect	Consignations des réseaux avant toutes démolition, demande des PV de consignation avant le début des travaux.	N'entreprendre les travaux de démolition sans remise d'un certificat de consignation par le lot électricité.
Bruit, vibrations	Voir environnement et établissement voisin (crèche) incidence sur le fonctionnement de ces sites rechercher des méthodes limitant le bruit et vibration intégrer dans le planning les phase de démolition présentant ces risques hors présence des autres corps d'état	port des EPI adaptés
Chute et heurt avec charge en mouvement	Les engins ou véhicules appelés à se déplacer dans les zones de chantier sont guidés dans toutes leurs manoeuvres à effectuer. Ils sont équipés d'avertisseurs sonores de recul. Le personnel à pied chargé de cette tâche de guidage doit avoir reçu une formation appropriée. Neutralisation de l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles.	Interdiction de circuler dans l'aire de giration des engins
Déplacement de plain-pied	Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations.	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones non définies	
Inhalation poussières	Privilégier du matériel ne générant pas de poussières. Le cas échéant , il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en oeuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation).	Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.
Amiante	<p>Les rapport de repérage amiante établis mentionnent la présence de matériaux et produits contenant de l'amiante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Repérage Amiante avant démolition pour le Bât. C - Réf. N° : 60785-122960 A - établit par l'Apave en date du 30/01/2023</li> <li>- Repérage Amiante Avant Travaux pour le Bât. B - Réf. N° : 60785-122961 A - établit par l'Apave en date du 20/02/2023</li> </ul> <p>L'entreprise de désamiantage devra mettre en oeuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières de d'amiante lors de l'exécution de ses travaux. Il appartient à chaque entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'estimer le niveau d'exposition au risque amiante en fonction de la nature des travaux à effectuer</li> <li>- De choisir une méthode de travail qui permet d'abaisser le niveau de risque</li> <li>- De mettre en oeuvre les mesures préventives adaptées au niveau du risque déterminé</li> </ul> <p>L' entreprise prendra connaissance du dossier technique amiante et du repérage amiante avant travaux ou démolition. Elle devra observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante. Les opérations de retrait ou confinement ne pourront être réalisées que par des entreprises qualifiées, après envoi d'un plan de retrait ou de confinement aux organismes 30 jours avant le début des travaux. En complément de ce plan de retrait, l'entreprise de désamiantage produira un PPSPS dans lequel seront notamment décrits l'analyse des risques importés et exportés ainsi que les mesures prises en cas de rupture accidentelle de</p>	Afin de prévenir les risques de dégradation de l'amiante avant son retrait, une entreprise à désigner (diagnostiqueur, cureur, démolisseur ....) est chargée de repérer les matériaux et produits contenant de l'amiante. Cette signalisation est réalisée à partir des cartographies des repérages amiante. Les modalités d'exécution de cette signalisation sont communiquées au coordonnateur SPS et au maître d'oeuvre, elles détaillent en outre les dispositions prises pour la compléter au fur et à mesure de l'avancement du curage et déshabillage de l'ouvrage.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	confinement (y compris intervention de secours en zone confinée). L'entreprise devra respecter la réglementation en vigueur pour le traitement et l'évacuation de ses déchets. Le stockage sur le chantier avant l'évacuation devra se faire dans un local ou un container fermé à clé avec signalétique adaptée.	

## 4.3. Co-activités et protections collectives

### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise de DESAMIANTEMENT - DEMOLITIONS - CURAGES soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise de DESAMIANTEMENT - DEMOLITIONS - CURAGES
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

### 4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en

place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

#### **4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise**

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### **4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles**

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

### **4.4. Equipement de levage**

Sans objet

#### **4.4.1. Autorisation de survol**

Sans objet

#### **4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention**

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

### **4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site**

#### **4.5.1. Approvisionnements et stockage**

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

#### 4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

#### 4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

Risque inhalation :

En vue d'une protection des voies respiratoires :

- par temps sec : arrosage périodique des zones d'investigation (mesure de protection collective) ;
- lors des opérations courantes : port d'un masque de type P3 en continu sur le chantier (risque poussières).

Les entreprises mettant en œuvre des produits pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnels du chantier devront isoler leurs zones de travail et en interdire l'accès aux autres corps d'état (obligation de moyens et de résultats).

Les entreprises indiqueront dans les P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion :

- Une copie des fiches de données sécurité de ces produits.
- Les règles de stockage de ces substances, en précisant notamment les installations électriques et les dispositifs de ventilation qu'elles mettront en œuvre, afin de prévenir tout risque d'explosion,
- Les dispositifs de ventilation des lieux de travail installés lors de l'utilisation de ces produits dangereux.

#### 4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

#### 4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

#### 4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

#### **4.5.7. Echafaudage, tour escalier**

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

#### **4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins**

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

### **4.6. Moyens communs**

#### **4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur**

**Sans Objet.**



#### **4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier**

**Sans Objet.**

#### **4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels**

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

#### **4.6.4. Protection des accès – Auvents**

Sans objet

### **4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets**

A la charge de chaque entreprise d'évacuer ses déchets à l'avancement des travaux.

Pour toute mise en place de benne, il est impératif d'avoir l'accord préalable du service technique de l'établissement.

## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

L'entreprise de DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES est responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

**Produits des démolitions :**

Les gravats, déchets et décombres issus des démolitions seront regroupés et évacués par l'entreprise adjudicataire du lot concerné. Ils seront sortis à l'aide d'une goulotte ou de sacs.

Le produit des démolitions est évacué à l'avancement.

Un exemplaire des bordereaux de suivi de déchets évacués sera donné au Maître d'ouvrage.

**Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés :**

Les entreprises indiquent dans leur PPSPS les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux et le lieu de traitement.

**Matériaux amiantifères :**

La procédure d'évacuation des déchets amiantés sera décrite dans le plan de retrait établi par l'entreprise.

Les déchets amiantés seront filmés ou ensachés, marqués et évacués vers une décharge appropriée.

L'identification de celle-ci et l'accord de l'exploitant sera joint dans le plan de retrait.

Un exemplaire du bordereau de suivi de déchets industriels sera donné au Maître d'ouvrage.

**Matériaux contenant du plomb :**

Les ouvrages revêtus de peinture contenant du plomb, ou ayant du plomb dans son matériaux feront l'objet d'une dépose avec évacuation vers les centres de traitement spécialisés :

- Peinture sur garde-corps
- Tuyauteries plomb
- Peinture sur portes bois
- Peinture sur mur ciment.

### **5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés**

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### **5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise**

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

## **6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION**

### **Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier**

#### **6.1. Déclarations particulières**

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T -
- Demandes d'arrêtés -
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'oeuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'oeuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

La réglementation anti-endommagement (AIPR) concerne autant les travaux en zone publiques que privées.

#### **6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération**

L'ensemble des ouvrages se trouvant à proximité du chantier est susceptible d'être endommagé par les travaux à réaliser.

Présence d'un collège à l'arrière du bâtiment C et de riverains aux abords du site.

Les travaux seront réalisés en tenant compte du bruit et de l'émission de poussières.

Les entreprises utiliseront les modes opératoires les moins bruyant et programmeront les interventions bruyantes en fonction de l'environnement.

De même, les modes opératoires émettant le moins de poussières seront privilégiés (arrosage lors des démolitions).

Les clôtures seront refermées à chaque interruption des travaux.

Les échelles seront cadenassées et les engins seront sécurisés hors de la présence des entreprises.

#### **6.3. Risques par rapport à un chantier voisin**

Sans objet à la date de rédaction du PGC.

#### **6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure**

Sans objet

#### **6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu**

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage

les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail. (extrait document INRS).

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en oeuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Nous demandons aux entreprises de se référer au document INRS ED6030 et notamment aux pages 11 à 14 définissant l'ensemble des démarches et comportant aussi un exemple de permis de feu.

## **6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages**

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

## **6.7. Cas particulier**

(Sans objet)

## 7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

Dès lors que l'effectif total du chantier dépasse 200 salariés une infirmerie est mise en place.

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours

L'entreprise de DESAMIANPAGE - DEMOLITIONS - CURAGES doit préciser dans son PPSPS, les mesures d'organisation qu'elle met en œuvre en cas de dégradation volontaire (pénétration des services de secours en zone confinée) ou non, du confinement (Alerte, Évacuation du chantier . . .)

Responsable :

Dès la signature du marché, chaque entrepreneur désignera un responsable de chantier.

Consignes de premier secours :

Les entreprises définiront dans leur P.P.S.P.S les consignes de premiers secours en fonction des risques générés par leur activité.

Emploi de produits dangereux :

Les entreprises indiqueront dans leur P.P.SP.S. les consignes de premiers secours adaptés aux produits mis en œuvre. Ces consignes seront affichées.

Matériels de secours :

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours adaptée aux risques générés par leur activité. Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés des endroits où ces boîtes sont entreposées.

Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) :

La liste des secouristes présents sur le chantier sera tenue à jour.

Téléphone de secours :

Les entreprises intervenantes mettront à la disposition de leurs équipes présentes sur le site un téléphone portable permettant d'appeler les secours.

La liste des différents numéros d'appel d'urgence sera affichée par l'entreprise de DESAMIANTAGE - DEMOLITIONS - CURAGES :

- à côté des postes de travail .

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.

Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours.

## **7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident**

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

## **7.6. Point de rencontre secours**

Se conformer au plan d'ensemble du site

## 7.7. Modèle de fiche de secours

### *EN CAS D'***ACCIDENT**

**Appelez les Pompiers**



**18 ou 112**

et dites :

#### **1.ICI CHANTIER : 87\_LIMOGES\_MAISON AUTISME**

Adresse : 22 AVENUE MIRABEAU 87000 LIMOGES

#### **2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

#### **3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

#### **4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Se conformer au plan d'ensemble du site

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**



## **ANNEXES AU P.G.C.**

### **Liste des pièces jointes au P.G.C.**

- DHOL 1
- Annexe\_Presence\_Amiante
- Annexe\_Presence\_Plomb
- Annexe\_SCALP